



Revue de presse hebdomadaire n°5

Semaine : du 07 avril au 11 avril 2008

**Cette revue de presse est préparée par l'Observatoire de la
Corruption de Transparency Maroc**

07/04/08

Rkia Abou Ali : Happy end à Tighssaline

Rkia Abou Ali, poursuivie pour prostitution, trafic de drogue et homicide involontaire, a été libérée, le jeudi 03 avril par le tribunal de première instance de Meknès. Malgré les aveux de corruption du juge, filmés par Abou Ali, aucune poursuite n'a été engagée contre lui.

Telquel

Affaire Erramach : les juges et officiers acquittés

La chambre criminelle près la cour d'appel de Tanger a acquitté, le jeudi 03 avril, les magistrats et officiers de la sûreté nationale et de la gendarmerie royale poursuivis dans l'affaire Erramach. La cour n'a pas retenu les accusations de corruption, d'abus de pouvoir, de violation de la loi, d'exploitation de biens publics pour lesquelles étaient poursuivis les accusés.

Telquel

La vérité complète sur la cession du zoo de Temara

La cession énigmatique du zoo de Temara suscite toujours des interrogations sur les dessous de la cession et le financement du nouveau projet. Le haut commissaire aux eaux et forêts refuse de considérer Addoha incompétente dans la construction des parcs zoologiques et le montant de 42 milliards comme symbolique. Des plaintes du côté des responsables environnementaux sur les chantiers de constructions et le retard dans la conception du nouveau parc. Des élus, contestant l'absence de transparence dans la gestion du dossier, entendent interpeller le gouvernement lors de la cession printanière du parlement. Le président de l'instance nationale de protection des deniers publics dénonce la multiplication des cessions de terrains publics pour des prix symboliques. Le secrétaire général du parti environnement et développement affirme son opposition à la cession et n'écarte pas l'éventualité d'une action en justice.

Achorouk

Rkia Abou Ali : ma réclamation est d'épouser le magistrat et d'en être divorcée le jour même

Dans un entretien, Abou Ali explique le dénouement de son affaire, et raconte les détails de son épreuve ainsi que l'effet de l'acquittement en espérant que justice lui soit rendue à l'égard du juge impliqué dans son affaire.

Assabah

Des rapports d'audit secrets révèlent une importante dilapidation dans les caisses de l'emploi

Trois rapports d'audit des caisses chargées de l'assurance contre les accidents de travail ont révélé des irrégularités de gestion et le détournement de millions de dirhams ces dix dernières années. Ces rapports, effectués par la cour des comptes, l'inspection générale des finances, l'inspection générale du ministère de l'emploi, ont dénoncé la corruption qui sévit dans ces caisses profitant de l'ambiguïté du statut légal de ces organismes.

Alitthihad Alichtiraki

Quand la justice opprime la liberté de la presse

Dans nombreuses affaires, la justice est devenue une arme d'oppression de la liberté d'expression d'où la nécessité de réformer le code de la presse en vue de garantir cette liberté et jeter les véritables bases d'une société démocratique. Le président du syndicat national revendique la dissociation de la réforme du code de la presse de la spécificité marocaine. Le président de l'association Adala critique le maintien des peines privatives de liberté dans les atteintes à la religion, à la monarchie et à l'intégrité territoriale.

Alahdath Al maghribia

Rkia Abou Ali : je suis en trêve

L'héroïne du scandale des CD, réaffirmant son innocence, a affirmé au quotidien qu'elle a contribué à démasquer la gendarmerie et la justice à Tighssaline, Khénifra et Meknès.

Assabahia

L'implication du Wali de Kenitra dans l'effondrement d'Al Manal

Selon des sources du quotidien, le propriétaire du projet Al Manal a annoncé au juge d'instruction qu'il a pris connaissance du terrain en question par l'intermédiaire du Wali de la région qui l'aurait encouragé à l'acquérir. Paradoxalement, ces aveux n'ont pas été pris en compte dans l'instruction de l'affaire. La poursuite en justice des personnes liées au chantier sans les responsables du contrôle suscite autant d'interrogations.

Annahar Almaghribia

Une guerre contre le cannabis dans les terrains du ministère des affaires islamiques à Ouazzan

10 des 50 ha de cannabis détruits par les forces publiques dans la région de Mkirssat à Chefchaouen appartiennent au ministère des affaires islamiques qui n'exigeait pas d'engagement écrit par les locataires des terrains de ne pas cultiver de cannabis. Cette condition était exigée par les autorités locales au grand dam des trafiquants de drogues qui se sont tournés par l'intermédiaire de courtiers vers la délégation régionale du ministère des affaires islamiques, échappant ainsi à cet engagement écrit.

Attajdid

08/04/08

Les commerçants des produits alimentaires revendiquent l'ouverture d'une enquête sur les irrégularités de distribution de la farine subventionnée à Salé

La distribution de la farine subventionnée connaît de nombreuses irrégularités au profit d'un lobby et au détriment des catégories défavorisées particulièrement au monde rural. Une situation qui a poussé les commerçants à revendiquer une enquête afin de mettre terme à l'exploitation illégale de cette denrée élémentaire.

Alahdath Almaghribia

Une guerre déclarée par les services d'impôt à Fès contre l'argent non déclarée dans les transactions immobilières

La ville de Fès n'a pas échappé aux lobbys de l'immobilier qui se partagent son territoire non sans la complicité de certains fonctionnaires de l'agence urbaine. Des terrains agricoles sont transformés ainsi en immeubles et des terrains makhzaniens ou habbous cédés sans concurrence. La flambée des prix s'en est suivie et la pratique du noir banalisée.

Alitthihad Alichtiraki

L'instance nationale de protection des biens publics : les gestionnaires du sport doivent rendre des comptes

L'instance appelle à la formation de commissions parlementaires d'enquête sur le détournement de l'argent public dans le secteur du sport notamment le football et revendique l'interpellation des fédérations sur la gestion des leurs budgets et des subventions étatiques.

Assabahia

Des interrogations sur les bénéficiaires du logement social de 140 000 DH

La priorité serait donnée d'abord aux habitants de logements menaçant ruine et des bidonvilles, ensuite aux agents et auxiliaires de la force publique et enfin aux artisans et employés. Des mesures strictes seront décrétées pour protéger le produit contre la spéculation foncière notamment par l'interdiction de la vente durant 5 ans et du changement de bénéficiaires.

Alalam

L'appel au dévoilement des rapports de l'inspection de finance sur le sort de l'argent confié aux fédérations de sport

Lors d'une conférence organisée par l'instance nationale de protection des biens publics, l'accent était mis sur les dilapidations, l'abus de pouvoir et le manque de transparence qui règnent sur la gestion des sports nationaux. La conférence a conclu à l'opportunité d'ouvrir le dossier du sport et de rendre public le rapport de l'inspection des finances sur les fédérations et clubs sportifs.

Almonâataf

09/04/08

Nouvelle manœuvre du président de la mutuelle

L'état s'étant resserré sur le président de la mutuelle suite au dévoilement des fraudes et irrégularités ayant marqué sa gestion, ce dernier rejette sur le dos du directeur de la CNOPS, la responsabilité des retards enregistrés dans la gestion des dossiers des adhérents. Ces agissements devraient inciter le gouvernement à intervenir pour assainir la gestion de la mutuelle.

Alitthihad Alichtiraki

Les grands procès Laâfoura, Izzou ... quel intérêt ?

Dans les affaires Erramach, Nini, Binlouidan, de hauts fonctionnaires, des administrateurs et des responsables locaux ont été appelés à la barre. Toutefois, leur libération a été aussi spectaculaire que leur arrestation. Les interrogations se bousculent sur le dénouement de ces procès mettant en cause le caractère sélectif des arrestations et le bien-fondé des procédures judiciaires.

Alitthihad Alichtiraki

Le bâtonnier Ziane est accusé d'avoir soustrait un terrain de 5000 m²

Le tribunal de première instance de Rabat instruira une affaire de falsification dont est accusé le bâtonnier Ziane pour l'appropriation d'un terrain appartenant à ses clients à titre d'honoraires. Le bâtonnier aurait conclu le contrat de vente à l'insu de ses clients.

Al Massaa

De l'évasion de Nini à celle des takfiristes : la nécessité de déterminer les responsabilités

Après l'évasion de Nini où 6 gardiens avaient été condamnés, une nouvelle évasion des plus spectaculaires de l'histoire carcérale au Maroc vient d'être exécutée par 9 islamistes, ce qui suscite les interrogations sur l'anarchie qui règne dans la prison de Kénitra. Les brigades d'enquête dépêchées sur les lieux devraient déterminer les responsabilités.

Al Monâtaf

Les subventions américaines ferment l'œil sur la propagation de la corruption au Maroc

Pour faire bénéficier le Maroc des aides américaines, le Défi du Millénaire et l'agence américaine du développement ne tiennent pas compte de la place du Maroc dans l'indice de perception de la corruption, considérant qu'il a entamé des réformes de libéralisation, de démocratisation et de bonne gouvernance. Le Maroc bénéficiera, ainsi, d'une aide de 697.5 millions de dollars qui va profiter à l'agriculture, à la pêche, à l'artisanat, aux services, et au soutien aux entreprises.

Al Massaa

L'indépendance de la justice, quelle voie ?

L'ordre des avocats du Maroc et l'ordre des avocats de Marrakech ont organisé un séminaire sur les mécanismes de réforme de la justice dont le bilan a été dressé et où l'accent a été mis sur la nécessaire séparation des pouvoirs afin de garantir la sécurité judiciaire. La justice doit en définitive, pouvoir opposer à l'Etat la raison de l'Etat.

Al Alam

10/04/08

Corruption dans les hôpitaux : Baddou part en guerre

La ministre affirme être intransigeante dans la lutte contre la corruption dans les hôpitaux. Pour ce faire, elle multiplie les initiatives ; alliance avec Transparency Maroc, mise en place d'un numéro vert pour dénoncer les tentatives de corruption, démantèlement d'un réseau de détournement de médicaments, réactivation des conseils de disciplines. Baddou est, ainsi, déterminée à rendre aux citoyens leur confiance dans les hôpitaux.

L'Economiste

La corruption dans le sport découle de la corruption politique et financière

Des milliards sont investis en vain dans le sport national profitant à des dirigeants en manque de professionnalisme et de patriotisme. Les principales recommandations de la journée d'étude organisée par l'instance nationale de protection des biens publics et l'hebdomadaire Almichaal portent sur le caractère urgent de la mise en place de mécanismes de contrôle ainsi que la nécessité de revoir les stratégies consenties.

Almichaal

Baddou : toutes les irrégularités existent dans le secteur de la santé

La ministre de la santé reconnaît l'existence d'irrégularités quotidiennes au sein des hôpitaux et dans la santé en général : corruption, dégradation des services, faiblesse des ressources humaines et matérielles. Baddou a précisé qu'une enveloppe de 141 millions d'euros sera débloquée pour l'exécution de sa stratégie de réforme.

Attajdid

Fès connaît une situation exceptionnelle à cause d'Al Massae

Les autorités locales ont interdit une manifestation de solidarité avec le quotidien. Les forces de l'ordre ont été placées en état d'alerte maximum devant le siège de la cour d'appel où la manifestation a été programmée. Le comité local de solidarité avec Al Massae a contesté l'interdiction qui constitue selon la même source une violation de la liberté d'expression et de la manifestation pacifique.

Al Massae

Les réactions à la destruction du domaine forestier se poursuivent encore à Ketama : Un responsable gouvernemental accuse certains fonctionnaires des eaux et forêts.

Le wali de la région de Taza, Hoceïma, Taounet a adressé des critiques acerbes à certains fonctionnaires du haut commissariat des eaux et forêts qu'il accuse de complicité avec les mafias de la forêt. En plus de pots de vin présumés, des irrégularités auraient marqué l'allocation des budgets pour la réimplantation du cèdre.

Al Massae

10/04/08

Un terrain de l'Etat cédé à un baron de la drogue à Tétouan : la pierre blanchit le haschich

Le directeur adjoint des domaines de Tétouan a été arrêté pour avoir falsifié des documents concernant un terrain de 3000 m² appartenant à l'Etat qu'il a vendu frauduleusement à un baron de drogue reconverti en immobilier. Le fonctionnaire aurait touché des pots de vin de l'ordre de 700 000 DH.

Maroc Hebdo

Eric Vernier, spécialiste des questions de blanchiment d'argent : les lois restent timides

Dans un entretien avec Eric Vernier, l'expert de la criminalité financière, ce dernier affirme que le Maroc doit se mettre au diapason des normes internationales et que le secteur immobilier doit intégrer pleinement la nouvelle loi n° 43-05 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent. Par ailleurs, le Maroc doit se doter d'une cellule spécialisée dans la lutte anti-blanchiment conformément à la loi.

Maroc Hebdo

Les prix de l'immobilier à Tanger revus à la baisse après l'évaporation du rêve de 2012

La candidature de Tanger à l'exposition universelle 2012 s'est traduite par une flambée des prix de l'immobilier que le blanchiment d'argent avait enflammé pendant des années. Or, ces derniers temps, l'on commence à en voir les prix baisser légèrement.

Al Ahdath Almaghribia

Une parlementaire dévoile un nouveau scandale à Tanger

Une parlementaire du PJD a révélé devant la commission des secteurs sociaux que les hôpitaux publics à Tanger falsifient des certificats médicaux au profit des barons de drogue incarcérés leur permettant ainsi de s'installer sans peine dans l'asile psychiatrique. Suite à ces révélations, une enquête a été ouverte pour déterminer les responsabilités.

Assabah

Polémique parlementaire sur la transparence du projet de TGV

Le projet du TGV a suscité une polémique au sein de la commission des finances et du développement. Un nombre de zones d'ombre a été dévoilé, notamment le coût d'exploitation, le financement, l'utilité du projet, et l'absence d'appels d'offres.

Al Massae

Report de l'audience dans l'affaire du bâtonnier Ziane

Le tribunal de première instance a reporté au 30 avril le procès du bâtonnier Ziane qui s'était attribué un terrain appartenant à des clients, contre leur gré, en guise d'honoraires.

Al Massae

Corruption et trafic d'influence dans la prison centrale de Kénitra

Les services de sécurité poursuivent toujours leur enquête avec les fonctionnaires de la prison. Des rumeurs courent sur leur éventuelle implication dans l'évasion des islamistes suite à l'existence de tout un système de corruption au sein de l'établissement pénitentiaire.

Assabahia